

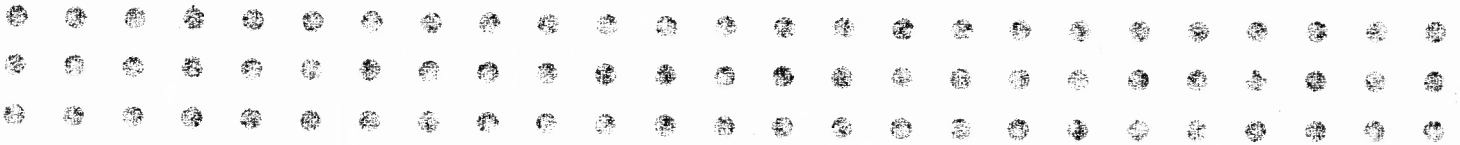
Liaisons

14

BOITE POSTALE 208

4000 LIEGE

Éditeur responsable : J. De Smet
17, rue de la Commune
1040 BRUXELLES



une affaire d'or

au Canada

Clydeside

de goods

du fond des hôpitaux

Périodique
Mensuel

30 entreprises

OUI ECRIT LIAISONS ?



Hector Simon
155, Allée du Pavillon
77 DAMMARTIN-LES-LY

France

2.

Ce recensement ne fait entrer en ligne de compte que les membres cotisants, qui s'acquittent donc d'une intervention personnelle qui varie selon les secteurs professionnels, les sexes et les conditions sociales, mais qui va chercher entre 1500 et 1800 par an, pour chaque tête.

Ces chiffres nous entraînent vers un total approximatif de quelque 200 millions par an, pour cette seule régionale de ce seul syndicat.

L'organisation syndicale s'aligne de ce fait sur de très grosses entreprises, au niveau du chiffre d'affaires.

Il est vrai qu'elle assume des responsabilités très grandes à l'égard des travailleurs dont elle défend les intérêts : documentation, information, assistance juridique et sociale, prise en mains des problèmes et litiges qui touchent l'ensemble des travailleurs, etc...

C'est cette organisation qui finance, notamment, les grèves et leur permet quelques chances d'aboutir, grâce au concours de fonds considérables mis à la disposition des ouvriers en conflit.

Au niveau des entreprises, nul ne conteste plus la valeur et l'importance des organisations syndicales, dont l'existence est indispensable à tout essor d'ordre social.

Cette conviction est si répandue et si profonde qu'on a pu constater depuis quelques années, une recrudescence, voire même un avènement prodigieux, des grèves "sauvages".

§ § §

D'aucuns, mal informés, pourraient penser que ce terme de "sauvage" s'applique à la rigueur coutumière qui préside à l'action syndicale, depuis belle lurette, et la plupart s'émeuvent devant ce mot, qui résume les plus belles pages du *Germinal* de Zola.

Détrompons-nous cependant, car la grève dite "sauvage" est un mouvement exclusivement ouvrier qui se développe non seulement en dehors de l'organisation syndicale, mais souvent à son insu et contre sa volonté !

Si on devait établir un bilan des avantages acquis depuis deux ou trois ans, sur le plan salarial, il faudrait mettre à l'actif de cette "sauvagerie", tout à fait gratuite, une large part qui émeut les patrons et les dirigeants syndicaux eux-mêmes.

Finalement, à bien peu près, nos deux cent millions s'investissent plutôt dans un service propre à endiguer, canaliser ou freiner l'action, que dans une organisation dont le but serait de donner un certain élan à tout progrès social.

On ne peut pas vraiment taxer cette organisation syndicale d'inutile, car des commissions on ne peut plus sérieuses, légalement, poliment et souverainement orchestrées, nous ont apporté chaque année l'une ou l'autre compensation méritoire par laquelle les patrons achetaient leur tranquillité.

Ce serait donc, en quelque sorte, l'épicerie à laquelle l'exploiteur s'adresserait pour se procurer la paix dont il a tant besoin afin de perpétuer ses forfaits.

Le plus ahurissant, c'est qu'en ce commerce étrange, ce sont pré-

3.
Ainsi ceux que l'on vend qui financent eux-mêmes leur marchand.

§ § §

Nous savons que les syndicats, abandonnant la formule ancestrale du combat dur et loyal, ont opté pour une action plus abstraite, plus intelligente aussi, action qui emprunte les chemins éprouvés de la diplomatie et de la politique.

Ils ont enrichi leurs manières, en y intégrant de nobles joutes oratoires et de subtiles analyses qui, soigneusement dosées, aboutissent périodiquement de splendides conventions.

Ces conventions pourraient presque toujours porter pour maximum d'introduction :

SOIS FORT ET FAIS-TOI.

Elles comportent inévitablement une série d'interdictions faites aux travailleurs, un abandon des armes, qui conditionnent quelques avantages dont la garantie est plus illusoire que réelle.

Par exemple, on garantit volontiers l'emploi chaque fois que le patron, en raison de ses bonnes affaires, veut garantir le dévouement et la ponctualité de ses sujets, mais on cesse d'offrir de telles garanties chaque fois qu'un doute existe sur l'importance des commandes inscrites.

Ou bien on offre un petit pourcentage d'augmentation salariale chaque fois que le patron a en mains la certitude, par le truchement d'une rationalisation dûment protégée ou par le développement de ses productions..... d'aller cueillir dix fois plus de profits.

Pour l'obtention de ces grâces fabuleuses, les syndicats lient leurs membres... cotisants à des restrictions qui étouffent toute réaction ouvrière : pas de grèves injustifiées, assorties d'une collaboration entière et généreuse à l'expansion de la productivité.

§ § §

Il reste navrant de constater que ces ouvriers noyés chaque jour dans le bruit, dans le froid, dans le danger, astreints par dévotion à fournir le meilleur de leur force physique, sont mis sous l'obligation d'accroître leur efficacité, leur rapidité, leur intrépidité, leur intelligence active et leur courage musculaire pour l'amélioration d'un quota de production qui n'a jamais régressé, se satisfassent de quelques modiques "libéralités" toujours menacées de retrait.

Il ne faut pas se voiler la face devant la réalité des choses : si on a investi dans nos industries, on peut néanmoins se rendre compte que la plupart des machines, des usines qui fonctionnent dans la région de doivent l'accroissement constant de la qualité et de la quantité de leurs productions qu'au dévouement et à la qualification élevée de leurs ouvriers.

On ne peut impunément diminuer l'apport des idées, des moyens que l'on doit aux techniciens et ingénieurs qui encadrent la production, mais il n'en est pas moins vrai que c'est la valeur sans cesse plus grande des hommes attelés à la fabrication qui détermine le meilleur de l'expansion industrielle actuelle.

L'ouvrier primaire, analphabète, parfois entêté de jadis (à qui nous devons tout) a déjà fait place à des hommes nouveaux, plus instruits, plus ambitieux, qui apportent à l'entreprise un potentiel immense d'intelligence.

Il ne s'agit plus ici d'une somme importante de connaissances et d'intelligence isolée dans un seul cerveau, qui était celui du Responsable de naguère, mais l'addition sans cesse plus élevée d'une quantité de têtes réfléchies et instruites, qui, multipliées, constituent un potentiel de savoir jamais égalé auparavant.

Et ces hommes qui ont plus que jamais besoin d'être entendus, appréciés, respectés, parce que leur niveau intellectuel plus élevé les a hissés à des besoins moraux plus exigeants, acceptent encore d'être traités en naïfs, en besogneux sans importance qu'on peut prendre ou laisser selon que le graphique de l'économie monte ou descend.

§ § §

Nous approchons à grand pas d'une étape décisive dans le lent cheminement de l'homme vers sa dignité, une étape qui fera date dans l'histoire de l'humanité tout entière.

Les vagissements et les piailllements d'hier font place à des impératifs raisonnés, des exigences vraiment humaines et des esprits désormais capables de peser réellement l'injustice d'un système fondé sur le bluff et sur le jeu de dupes.

Demain sera pour l'homme l'avènement de sa vraie valeur morale et matérielle, la reconnaissance de ses qualités intrinsèques, de sa dignité et de son droit à l'obtention des biens et du respect qu'on lui a dérobés pendant tant de siècles sous le couvert des institutions et des règles établies.

Cette révolution se fera en dehors des organisations surannées, par une prise de conscience de l'ensemble de tous les hommes, et ses premiers soubressauts se manifestent déjà de manière confuse, mais ascendante, dans la rupture qui s'amorce entre les groupes humains constitués : politiciens, patrons, syndicats, HOMMES.

Il n'est pas indispensable d'en précipiter la concrétisation, il n'est pas souhaitable d'y accoler une étiquette particulière, car cette révolution s'attise dans les entrailles de chaque homme, dans les profondeurs de sa conscience et de son cerveau et, sans se concerter, tous se lèveront ensemble pour franchir le pas décisif qui conduira bientôt l'être humain vers la félicité qui lui est promise depuis le début de tous les temps.

+++++
 \$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$
 =====

QUELQUES TAUX DE SYNDICALISATION . . .

Allemagne : 25%

Italie : 30%

France : 20%

Luxembourg : 50%

Hollande : 40%

Grande-Bretagne : 40%

On peut ainsi
comprendre pas
mal de choses

BELGIQUE : 66%

La presse, consciente des intérêts de ceux qui la financent, ne nous raconte jamais que ce qui l'intéresse dans les affaires sociales en Belgique. Il en va de même pour ce qui se passe à l'étranger : du sensationnel, des bombes, du diplomate, du sang, on nous en fout plein le crâne. C'est le cas entre autres du Canada : on a eu droit, juste le temps de s'éveiller et de s'endormir, aux bombes du F.L.Cul. Mais pas de danger qu'on nous dise ce qui se passe dans les usines de là-bas !

La lettre d'un camarade nous donne une autre vision de la réalité canadienne :

"Ce n'est pas tout à fait exact qu'il n'y ait rien ici : il y a quelques grèves locales ; il y a eu une grève de la Sûreté (le gouvernement a capitulé), une menace de grève des policiers de Montréal (la ville a cédé avant la grève), une grève (illégale) des pompiers de Montréal (qui a été busée). Quelques conflits ouvriers de très faible ampleur, deux universités paralysées, l'une par une grève des professeurs, l'autre par une grève du personnel de soutien (grèves victorieuses l'une et l'autre)."

(...)

"Les syndicats, eux, se sont nettement radicalisés. Ils sont en ce moment à la pointe du combat. Il me semble clair... qu'une attitude anti-syndicale systématique n'a aucun sens ici, pour le moment, tant que le syndicalisme sera encore durement contesté à sa "droite", et qu'il luttera pour s'assurer une place au soleil. De ce point de vue, il y a un écart de 40 ou 50 ans avec l'Europe de l'Ouest.

"Les mesures américaines n'ont pas eu d'effet catastrophique jusqu'ici. Elles ont servi de prétexte à un certain nombre d'entreprises pour leurs licenciements. Trudeau (le premier ministre) a été tenté un moment de jouer la carte de l'anti-américanisme, mais il y a rapidement mis une sourdine. Des subsides ont été donnés aux entreprises d'exportations (souvent américaines) pour qu'elles puissent vendre au même prix aux U.S.A. tout en payant la surtaxe. C'est un subside direct du Canada aux U.S.A.

"Il est probable que les U.S.A. exigent la révision de l'accord sur les voitures et de celui sur les armements qui ont tourné à l'avantage du Canada (à cause des salaires plus bas, de la guerre du Vietnam pour les armements, et aussi de la politique d'intervention du gouvernement fédéral et des provinces.)

"Tout cela se fait dans une atmosphère d'insécurité (+ de 10% de chômeurs) qui n'est pas faite pour accroître la combativité.

(suite au verso)

6.

"Les étudiants sont tout à fait anérghes. Quand ils en ont marre, ils se droguent ou ils se suicident ou les deux, mais ils ne songent pas à contester, quoi que ce soit. Les étudiants des collèges sont beaucoup plus remuants, mais les éléments remuants n'arrivent guère à l'université, à cause de la sélection sur dossier."

X:X

L'OCCUPATION

=====

oooooooooooo

DES CHANTIERS

=====

DE LA CLYDE

=====

Le 2 août 1971, les travailleurs des chantiers navals U.C.S. (Upper Clyde Shipbuilders), en Ecosse, décidaient d'occuper l'entreprise à la suite de l'annonce de sa fermeture (le 29 juillet). Ensuite, ils ont remis les chantiers en action pour leur propre compte ; ou du moins la presse a dit qu'ils remettaient les chantiers en route.

Le gouvernement conservateur avait approuvé cette fermeture en refusant de nouveaux subsides. Officiellement, ces chantiers n'étaient plus rentables. Pourtant, la productivité avait augmenté de 87% depuis avril 1970 (accompagnée, il faut dire, d'une réduction de 25% de la force de travail). Pourtant, au moment de cette décision, il y avait entre 90 et 120 millions de livres (10,8 - 14,4 milliards de F.B.), selon les sources, de commandes inscrites au carnet. Pourtant, la faillite fut annoncée alors qu'il y avait pour 32,2 millions de livres d'engagements, dont 7 navires prêts à être lancés et 6 en construction. Il semble donc que, du point de vue capitaliste, l'U.C.S. était encore rentable et que les propriétaires des chantiers décidèrent la fermeture, soutenus par le gouvernement, pour investir dans des secteurs plus intéressants.

La décision mettait 6000 travailleurs immédiatement en chômage, sur les 8500 employés par l'U.C.S.

Ceux qui ont lu la presse belge (qui en parla bien peu) ou la presse britannique de l'époque, ont pu croire qu'un nouveau pas venait d'être réalisé par la classe ouvrière dans la conquête de son autonomie, même si certains faits semblaient un peu bizarres. Ainsi, la presse du parti travailliste (sous le gouvernement duquel était née la crise de ces chantiers) profitait démagogiquement de l'occasion pour s'attaquer à son vieil ennemi, le gouvernement conservateur, et ce même parti récupérait l'occupation en l'assimilant à sa politique. Ainsi, il était souvent question d'un dirigeant du comité de grève, membre du Parti Communiste. Ainsi, le fait que les membres de la direction marchaient à fond dans l'occupation. Ainsi, on apprenait que les travailleurs avaient

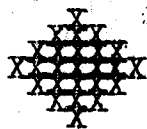
conservé l'ancien système de paiement, améliorant même leurs primes à la production. Ainsi, l'attitude favorable de la part des directions syndicales (le T.U.C.) et leur demande de nationalisation des chantiers navals.

Mais on pouvait penser qu'il s'agissait là, soit d'une incapacité de la presse capitaliste à juger (ou d'une volonté de ne pas juger) un tel phénomène selon d'autres normes que celles qui sont habituellement admises par la société capitaliste, soit dans le dernier cas, d'un résidu de système capitaliste parmi des travailleurs qui venaient de faire un grand pas dans la lutte de classes.

D'autant plus que les conservateurs poussaient les hauts cris devant cette "atteinte à la propriété". D'autant plus qu'il était question de solidarité active (par des grèves et un soutien financier) de la part de la population de cette région particulièrement touchée par le chômage (entre 7 et 15% de la main d'oeuvre) (1). D'autant plus qu'on apprenait que la solidarité internationale prenait la forme de collectes dans les chantiers navals d'Amsterdam.

Des camarades du groupe anglais Solidarity se sont rendus sur place et leur analyse de la situation (publiée dans leurs numéros de novembre et de décembre) nous donne une vision bien différente de cette occupation qui par ~~aussait~~ portait atteinte à l'ordre capitaliste.

La traduction de ces articles paraîtra dans LIAISONS n°15.



Lu dans le journal LA WALLONIE du 13 janvier :

"Vers un accord à l'entreprise "De Goede", à Herck-la-Ville. (Limbourg)

"Le conflit survenu à l'entreprise de confection "De Goede", à Herck-la-Ville, dont les 108 ouvrières sont en grève depuis bientôt 7 semaines, est en passe d'être résolu."

"Les délégués des syndicats ont, en effet, accepté de défendre, jeudi matin, auprès du personnel, un projet d'accord intervenu mercredi soir, au cours d'une séance de conciliation présidée par le conciliateur social Bleus."

(suite au verso)

(1) Grande-Bretagne : 47 millions d'habitants / 1 million de chômeurs.
Ecosse : 5 millions d'habitants / 135.000 chômeurs.

8.

"Les négociations ayant abouti à un accord satisfaisant, la manifestation prévue pour vendredi à Rotterdam; siège de la société, n'aura pas lieu, dit-on dans les milieux syndicaux."

ON SAVAIT DEJA QU'"ILS" ACCEPTENT DE DEFENDRE LES PATRONS ET LES MIETTES QUE CEUX-CI ONT BIEN VOULU LEUR ACCORDER.

MAIS QU'"ILS" PRENNENT LES DECISIONS D'AVANCE COMME SI LA CHOSE ETAIT DEJA CLASSEE, VOILA QUI EST MOINS COURANT. NOUS, C'EST CE QU'ON APPELLE PRENDRE SES DESIRS POUR DES REALITES, LES VESSIES POUR DES LANTERNES, LES DELEGUES POUR DES OUVRIERS.....

Du fond des hopitaux.....

(d'une camarade qui avait le tort de ne pas être pleine aux as !)

Il semble qu'en Belgique les médecins ont totalement oublié qu'en choisissant leur profession - "la plus belle entre toutes" - leur but devait être de soulager et de guérir les malades, et non de leur soutirer le plus d'argent possible, et par des moyens pas toujours très honnêtes. Pour nos étrennes, ils viennent de s'octroyer une généreuse augmentation d'honoraires et tout à fait arbitrairement, comme chacun sait.

Cela me décide à vous raconter une triste mésaventure qui m'est arrivée peu avant la fin de l'année dernière.

Donc, je me rends chez un gynécologue pour une visite de contrôle et parce qu'une grosseur suspecte dans les parties génitales m'inquiétait ; ce médecin me dit qu'en effet un abcès est en formation sur la glande de Bartholin, que bien que la chose soit tout à fait bénigne, une opération d'urgence s'impose parce que la douleur ira s'intensifiant jusqu'à devenir intolérable. Je lui donne mon accord, et lui, sans m'expliquer à quoi je m'engage, prend rendez-vous à la clinique privée des Anglais (à Liège) pour le lendemain. Je m'y rends donc confiante et sûre de me trouver en bonnes mains. On m'installe dans un lit et on me prépare pour l'opération à laquelle je me soumetts toujours confiante - jusque là d'ailleurs rien à dire. C'est au réveil que les choses se gâtent.

Bon, à peine sortie de l'anesthésie, une infirmière me glisse la panne sous les fesses en me priant d'uriner, ce que je fais bien volontiers malgré la douleur cuisante (vous pensez, sur une plaie toute fraîche ayant nécessité six points de suture). Après une heure, la douleur se faisant insoutenable, je sonne et explique à l'infirmière de quoi il retourne. Elle m'examine, voit que c'est une infection qui se développe et me dit : "Levez-vous et passez

de l'eau fraîche." Encore titubante, la chambre ayant l'air de danser la sarabande autour de moi, je me lève, trouve sous l'évier, posé sur la poubelle, un bassin émaillé blanc, tout cabossé. Je le remplis d'eau, m'accroupis dessus et procède avec combien de difficultés à mes ablutions. Après quoi, je me remets au lit et attends patiemment que l'on vienne me faire un pansement.

En vain.

Après quelques heures, je rouspète et l'on m'apporte une compresse sur laquelle on avait mis une couche de pommade ; cela me soulage énormément, mais vers minuit ce pansement improvisé étant souillé, je me rends à la salle de garde, ne voulant pas déranger ces dames, et je trouve deux gardes de nuit qui me disent "Oh, il n'y a rien de prévu pour vous sur la liste des soins, je ne peux rien faire. Une autre compresse ? Je n'en ai pas, je n'ai pas les clefs." Bref, elle finit par fouiller dans un grand carton posé à même le sol et rempli d'un fouillis indescriptible de bandes velpeau, de gaze, de pansements, etc. Elle en sort une bande hygiénique en cellulose et me la tend : "Arrangez-vous avec cela !"

Bref, j'ai passé quatre jours dans cette clinique et jamais, au grand jamais, personne ne s'est inquiété de me donner le moindre soin ; si je n'ai pas attrapé la gangrène ou une autre chose de ce genre, c'est grâce à l'hygiène et aux soins dont je me suis entourée moi-même.

Il paraît que c'est normal, que lorsque l'on choisit de se faire opérer par un médecin étranger à la clinique, celle-ci ne prend pas les soins post-opératoires en charge, que le chirurgien qui a opéré doit venir les faire lui-même. Je n'en sais rien : le mien est bien venu - le troisième jour ! -, évidemment, il m'a trouvée en bon état, grâce à mes soins je le répète, et il n'a donc pas eu à intervenir ; mais il n'en est pas moins vrai que personne ne m'avait prévenue. Mais ce n'est pas tout : à mon retour chez moi, quelle ne fut pas ma surprise de trouver la note du chirurgien - 1.500 francs, celle de l'anesthésiste - 600 ; il paraît que je recevrai sous peu une note pour les analyses et une autre pour la location de la salle d'opération. De tout cela, la mutuelle ne me remboursera que les deux-tiers ; de cela non plus personne ne m'avait prévenue.

Aussi, un conseil : si vous avez un jour la malchance d'avoir besoin de vous faire opérer, faites le faire par un chirurgien attaché à un hôpital. Celui-ci, étant payé par votre mutuelle, prendra à coeur, je l'espère, de vous entourer de tous ses soins ; et à vous, il n'en coûtera rien ou très peu.



ET VOUS
VOUDRIEZ
QUE JE ME
FASSE SOIGNER
CHEZ VOUS ?



SI J'AVAIS
SU, JE NE
ME SERAIS
PAS FAIT
SOIGNER !

QUI ECRIT LIAISONS ?

Les colonnes de Liaisons sont ouvertes aux groupes, comités d'action, de grève, etc... issus de la base, et qui veulent, sans être noyautés par une secte politique, exprimer leur point de vue, diffuser une information ou un communiqué.

Tout camarade isolé qui possède des informations sur une grève, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec Liaisons, envoyer un article ou aider à en rédiger un. Nous pouvons publier des articles en n'importe quelle langue, s'ils sont accompagnés d'une traduction. Nous demandons seulement, pour que ce travail soit utile, que ce soit en flamand ou dans une langue parlée par des travailleurs émigrés, et que le camarade qui écrit l'article assure une certaine diffusion.

Les camarades qui en font la demande peuvent recevoir 10, 20.... exemplaires pour la diffusion.

Tous les textes publiés dans Liaisons doivent être discutés. Liaisons recevra avec plaisir toute critique, objection, observation, concernant les textes publiés.

LES INFORMATIONS : nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent leur être utiles dans la lutte quotidienne contre le patron.

COLLABORER A LIAISONS, régulièrement ou occasionnellement, ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une quelconque chapelle politique. On y dit ce que l'on a à dire et c'est tout.

Pour que Liaisons soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux ; à la demande de tout camarade, nous pouvons contribuer à mettre sur pied des réunions de contact.

Adresse postale : S. WAUTY. B.P. 208. 4000 LIEGE 1.

Abonnement pour 12 numéros : 50 francs. Tout soutien supplémentaire est le bienvenu.

§§§§§§§

Encore disponibles, à 5 francs :

- Liaisons n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12.
- Liaisons n° 8 (Historique de la Grande Grève de 60-61)
- L'organisation de la lutte de classe dans la Grève du Limbourg - Janvier-Février 1970 (Brochure réalisée en commun par I.C.O. (France) Daad en Gedachte (Hollande) et Liaisons)

§§§§§§§

REVUES AMIES : Informations Correspondances Ouvrières
P. Blachier, 13bis, rue Labois-Rouillon, 75 Paris 19e.
Daad en Gedachte
Corn. Outshoornstraat 1', Amsterdam-W. Postgiro 307695.

§§§§§§§

Nous pensons éditer sous peu et sous forme de brochure, la traduction de la très importante brochure sur la Révolution Hongroise de 1956 réalisée en 1964 par le groupe anglais SOLIDARITY.

Avant de nous lancer dans ce travail, nous voudrions connaître l'intérêt qu'il présente. Ecrivez-nous pour dire si cela vous semble utile et, éventuellement, pour souscrire à l'effort financier que représente cette édition.

§§§§§§§§§

BASE DE DISCUSSION

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes."

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne. D'autre part, depuis toujours, le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, assumant ainsi directement la responsabilité de leurs luttes. Ces organes sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, LIAISONS se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaisons entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes. LIAISONS se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique ; car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, ainsi que des analyses plus générales.